

RAPPORT SOMMAIRE

**SUR LES CONSULTATIONS MULTISECTORIELLES
CONCERNANT L'ACCORD GÉNÉRAL SUR LE COMMERCE
DES SERVICES**

23 juin - 11 octobre 2000

Canada



Produit par la Direction générale des communications



DOCS
CA1 EA500 2000S76 EXF
Summary report : multi-stakeholder
consultations General Agreement on
Trade in Services June 23 - Octobe
11, 2000. --
61578951

Message du ministre

Je suis heureux de vous faire part de la publication de ce Rapport sommaire sur les consultations multisectorielles, qui porte sur la position initiale du Canada au sujet de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS).

Nous avons entrepris ces consultations en partenariat avec les gouvernements provinciaux et territoriaux — et la participation précieuse d'autres ministères fédéraux — dans le cadre des efforts du gouvernement du Canada pour veiller à l'établissement d'un dialogue informé sur cet accord, et pour préparer notre position initiale de négociation de l'AGCS.

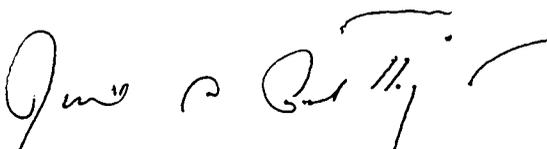
Ce rapport est le produit de 12 séances multisectorielles tenues de juin à octobre 2000. Le gouvernement du Canada a ainsi recueilli les points de vue des représentants d'organismes communautaires, de groupes d'intérêt public, des syndicats, du monde des affaires, des gouvernements locaux et des associations de consommateurs. Le Rapport donne un aperçu général des questions, observations et préoccupations que les intervenants ont exprimées lors des consultations.

Il nous sera crucial d'élaborer une position ferme sur le commerce des services pour faire progresser les intérêts des importantes industries canadiennes fondées sur le savoir, notamment dans les secteurs de l'architecture, du génie et des technologies de l'information. Étant donné que c'est au secteur des services que nous devons la création de la plupart des nouveaux emplois au Canada, il nous faudra, pour assurer la prospérité économique à long terme du Canada, veiller à obtenir l'accès de nos exportateurs de services aux marchés étrangers.

Un long processus de négociation nous attend, et le gouvernement du Canada s'engage à maintenir tous les Canadiens informés des progrès à cet égard dans les années à venir. Le Canada s'impose sur la scène mondiale comme un leader en ce qui concerne la transparence et l'ouverture de son gouvernement, et il continue à faire avancer cette cause dans les différentes tribunes internationales.

Je tiens à remercier les gouvernements provinciaux et territoriaux qui ont collaboré avec le gouvernement du Canada à la tenue de ces consultations, ainsi que les participants eux-mêmes, qui ont contribué à leur succès.

Le ministre du Commerce international,



L'hon. Pierre S. Pettigrew, C.P., député

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	4
Les consultations	5
Exposés des fonctionnaires fédéraux	7
Observations des participants	10
Prochaines étapes	16
Annexes	
A. Liste des invités et participants	18
B. Le Canada et les négociations de l'AGCS	37

SOMMAIRE

Le présent rapport est une compilation des observations et suggestions formulées au cours des consultations organisées à l'échelle du pays entre juin et octobre 2000 afin de définir la position du Canada aux négociations préliminaires de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) qui doivent commencer en 2001. Il offre un aperçu des séances d'information données par les représentants du gouvernement et une synthèse des observations des participants.

Deux principaux groupes de questions, d'opinions et de préoccupations ont émergé au cours des consultations.

Premièrement, les représentants du monde des affaires, des associations professionnelles et de consommateurs avaient tendance à être plutôt favorables à l'AGCS, et leurs opinions étaient centrées sur certains sujets comme les obstacles aux mouvements transfrontaliers, la reconnaissance des titres professionnels, le maintien des normes de réglementation et la question de l'autonomie des organismes d'autoréglementation.

Deuxièmement, les organisations non gouvernementales et d'intérêt public avaient tendance à être moins favorables à l'AGCS et à la libéralisation du commerce. Leurs commentaires étaient axés principalement sur les conséquences de la mondialisation : danger d'un affaiblissement de la souveraineté du Canada par suite de la réduction du droit du Canada d'adopter des règlements dans l'intérêt public; nécessité d'une meilleure intégration de nos valeurs sociales dans les accords commerciaux et d'une transparence accrue dans la négociation et la gestion des accords commerciaux.

INTRODUCTION

En 1995, le Canada a été l'un des membres fondateurs de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et l'un des signataires de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS), première entente multilatérale régissant ce volet en plein essor du commerce international. Compte tenu de la nouveauté, de la complexité et de la sensibilité des enjeux en ce qui a trait à la réglementation du commerce des services, l'Accord de 1995 ne constituait qu'un cadre général. Il restait beaucoup à faire pour élaborer des règles et disciplines appropriées régissant le commerce des services dans certains domaines comme le recours aux subventions, aux mesures antidumping et aux mesures compensatoires, ainsi que des mesures visant à empêcher l'utilisation des règlements intérieurs comme obstacles déguisés au commerce. De même, les États membres ont généralement pris des engagements limités en matière d'accès aux marchés, et il reste encore beaucoup à faire pour déterminer de nouveaux secteurs économiques susceptibles de faire l'objet d'une plus grande libéralisation.

Les États membres ont convenu d'une libéralisation accrue des marchés de services dans le cadre des nouvelles négociations devant commencer en 2000. Ces négociations en sont encore à leur début : les discussions portent actuellement sur la forme et la portée des négociations — c'est-à-dire que nous sommes en train de négocier la manière dont nous allons négocier. À l'issue de cette phase de discussions, qui devrait s'achever en mars 2001, les négociations vont s'amorcer sur les engagements précis en matière d'accès aux marchés. Le calendrier et le rythme de ces discussions sont incertains; toutefois, il convient de reconnaître que ce sont des questions complexes et on s'attend à ce que les négociations durent probablement plusieurs années.

La prospérité économique du Canada — plus que celle de tous ses principaux partenaires commerciaux — est tributaire de son commerce. En 1999, près de 45 % de notre produit intérieur brut (PIB) était attribuable aux marchés étrangers, dont dépend directement la création d'un emploi sur trois au Canada. Il est donc vital pour l'intérêt national que nous ayons un accès sûr aux marchés étrangers et que le règlement des différends commerciaux passe par des mécanismes d'arbitrage objectifs et indépendants.

Le commerce des services revêt également un intérêt croissant pour le Canada. Les services représentent les deux tiers de notre économie et 74 % du nombre total d'emplois. Historiquement, ils constituaient une part relativement peu importante de notre commerce extérieur; selon les estimations, ils totalisent actuellement entre 7 et 12 % de nos exportations. Toutefois, le secteur des services connaît une croissance sensiblement plus rapide que celle du commerce des biens et représente le facteur le plus important d'expansion du commerce mondial. Étant donné que le Canada est le 12^e exportateur mondial de services, les changements apportés aux règles régissant le commerce des services permettront à nos entreprises de classe mondiale oeuvrant dans de nombreux domaines comme l'ingénierie, les services financiers, l'informatique et les télécommunications de renforcer leur présence à l'étranger tout en contribuant au dynamisme du marché intérieur.

LES CONSULTATIONS

Au cours de l'été et de l'automne 2000, le gouvernement fédéral a organisé, de concert avec les gouvernements provinciaux et territoriaux, une série de consultations avec les intervenants intéressés sur la position du Canada dans le cadre des négociations de l'AGCS. Ces consultations constituent l'un des nombreux mécanismes utilisés par le gouvernement pour recueillir les points de vue des Canadiens. D'autres activités de consultation ont été déployées, notamment :

- l'envoi d'une série de questionnaires électroniques à plus de 10 000 entreprises canadiennes activement engagées dans le secteur des exportations;
- des consultations permanentes avec les groupes de consultations sectorielles sur le commerce extérieur (GCSCE) du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, composés de gens d'affaires, d'universitaires et d'autres intervenants de différents secteurs de l'industrie;
- des audiences publiques du Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international de la Chambre des communes ;
- la publication d'un avis dans la *Gazette du Canada* invitant à soumettre des propositions;
- la diffusion d'information à l'intention du public sur le site Web du Ministère (<http://www.dfait-maeci.gc.ca>) et sur le site interministériel consacré spécialement à l'AGCS (<http://services2000.ic.gc.ca>);
- des réunions avec des intervenants, des associations et des groupes d'intérêt spéciaux.

Ces consultations multisectorielles avaient deux grands objectifs :

- d'abord, faire un rapport sur l'état des négociations de l'AGCS aux intervenants et au public intéressés;
- ensuite, recueillir les vues initiales des participants, qui représentaient la plupart des secteurs intéressés de la population, sur les négociations de l'AGCS.

Des invitations ont été adressées à 1 165 personnes et organisations; 335 personnes ont pris part aux 12 séances. Les participants comprenaient des fournisseurs de services, des responsables d'organismes de réglementation, des entreprises, des syndicats, des associations de consommateurs, des administrations locales et des organisations non gouvernementales. (Une liste complète des invités et participants figure à l'annexe A.) Une réunion de consultation d'une journée a été organisée dans chaque province et territoire, à l'exception du Nunavut qui, au moment de la rédaction de ce texte, n'avait pas encore fixé la date de la séance de consultation.

Un document de travail intitulé *Le Canada et les négociations relatives à l'Accord général sur le commerce des services (AGCS)* a été distribué aux participants avant les réunions afin de leur fournir des renseignements généraux sur l'AGCS, le commerce canadien des services et les principes de négociation du Canada, et de proposer des thèmes de discussion. (Le texte du document figure à l'annexe B.)

Calendrier des réunions de consultation

23 juin	Halifax
26 juin	Calgary
27 juin	Regina
28 juin	Winnipeg
29 juin	Toronto
5 septembre	Whitehorse
7 septembre	Vancouver
8 septembre	Yellowknife
18 septembre	St. John's
19 septembre	Fredericton
20 septembre	Charlottetown
11 octobre	Montréal

La structure des discussions a varié d'un endroit à l'autre mais a suivi un modèle général : exposés de fonctionnaires fédéraux sur les principaux éléments de l'AGCS, suivi de questions et de débats. Quelques-uns des participants ont présenté des observations écrites¹.

¹ Les personnes qui souhaitent obtenir copie des observations écrites présentées par les participants devraient communiquer directement avec ces derniers. On trouvera dans la liste des participants figurant à l'annexe A le nom des organisations ayant présenté des observations écrites.

EXPOSÉ DES FONCTIONNAIRES FÉDÉRAUX

Les consultations ont commencé par un exposé des fonctionnaires fédéraux, qui ont abordé notamment les points suivants :

QUESTIONS GÉNÉRALES

1. **Les objectifs de l'AGCS :**
 - promotion du commerce des services;
 - libéralisation progressive (élargissement de l'accès aux marchés étrangers);
 - transparence des règles et des règlements;
 - intensification de la participation des pays en développement.

2. **Le cadre des règles et disciplines de l'AGCS**, qui est en cours d'élaboration et qui vise à faciliter une libéralisation progressive du commerce, tout en respectant le droit des pays à établir des règlements dans la poursuite de leurs objectifs en matière de politiques nationales.

3. **Les obligations et disciplines inconditionnelles**, qui s'appliquent généralement à tous les pays membres et à tous les secteurs de services, comme les exigences de **transparence** ou le principe de la **nation la plus favorisée** (NPF). Le principe NPF impose d'accorder aux entreprises de services des autres pays membres le même traitement que celui réservé à des entreprises étrangères de services. Cela signifie qu'un traitement égal est accordé aux fournisseurs de services de tous les membres de l'OMC. Les États membres peuvent faire des exceptions à cette obligation.

4. **Les obligations conditionnelles**, qui s'appliquent seulement aux membres présents dans les secteurs dans lesquels ils ont choisi de prendre des engagements. Par exemple, dans les secteurs où des engagements en matière de **d'accès au marché** ont été pris, certaines mesures, notamment les quotas, l'application du critère de nécessité économique ou les limitations de capitaux étrangers sont interdits à moins que des exceptions à cette obligation aient été indiquées; dans les secteurs où des engagements en matière de **traitement national** ont été pris, le traitement accordé aux fournisseurs étrangers de services doit être le même que celui réservé aux fournisseurs de services nationaux, à moins que des exceptions à cette obligation aient été indiquées.

5. **La flexibilité dans l'organisation des engagements**, qui s'étend non seulement au choix du secteur, mais aussi au choix du mode de fourniture (services transfrontaliers, consommation de services à l'étranger, fourniture de services par le truchement d'une présence commerciale au Canada et fourniture de services nécessitant l'admission temporaire de ressortissants étrangers au Canada, ainsi qu'à toute autre restriction (y compris celles qui relèvent de la compétence provinciale et territoriale) que les pays membres décident d'imposer.

6. **Conciliation de la libéralisation du commerce avec l'indépendance et la flexibilité de la politique nationale** : L'exposé a mis l'accent sur le droit et la capacité des États membres d'adopter des règlements dans l'intérêt public. Par exemple, l'exclusion des « services fournis dans l'exercice du pouvoir gouvernemental » et l'absence d'engagements permettent au Canada de maintenir sa capacité d'adopter des règlements dans les domaines de la santé et de l'éducation.

L'ÉTAT ACTUEL DES NÉGOCIATIONS

Les discussions actuelles : Le Conseil de l'OMC sur le commerce des services débat actuellement, en session extraordinaire, des questions de procédure entourant l'article IV (intensification de la participation des pays en développement) et l'article XIX (négociation des engagements spécifiques). En outre, les organes subsidiaires du Conseil travaillent sur un vaste éventail de questions en vue de préparer les négociations.

« Carnet de route de Genève » : Le Conseil a demandé la présentation des propositions concernant les questions initiales de négociation d'ici décembre 2000 et l'établissement d'un inventaire en mars 2001 en vue de s'entendre sur les modalités. Jusqu'à maintenant, les négociations de l'AGCS ont mis l'accent sur le processus, les règles et l'accès aux marchés.

Demandes et offres : La méthode traditionnelle de négociation a été présentée. Elle consiste en des discussions bilatérales entre États, au cours desquelles les engagements en matière d'accès aux marchés sont assortis de la présentation de demandes et d'offres, suivie d'une « multilatéralisation » des ententes convenues. D'autres méthodes de négociation auxquelles ont recours certains États membres pour l'AGCS ont été également décrites, notamment les « grappes » et les « calendriers modèles ». L'approche « grappe » consiste à regrouper des services apparentés dans le cadre des négociations. Les services regroupés sont ceux qui pourraient être nécessaires pour assurer l'efficacité d'une offre sur un marché, par exemple les services en matière de commerce électronique regroupés avec les services de télécommunication et de distribution de colis. Le calendrier modèle vise à augmenter la cohérence des engagements en matière d'accès aux

marchés, en présentant une série d'engagements « modèles » dans un secteur de services donné. Cette approche a été utilisée lors des précédentes négociations sur l'AGCS.

Objectifs du Canada dans le cadre de l'AGCS :

- Obtenir un accès amélioré aux marchés pour les entreprises canadiennes.
- Obtenir un meilleur cadre de réglementation permettant une plus grande transparence et plus de certitude.
- Maintenir le droit souverain du Canada de poursuivre ses objectifs de politique nationale.

Les détails de la position de négociation du Canada en ce qui concerne des secteurs particuliers de l'industrie des services restent à définir, sauf en ce qui concerne un point particulier : **nous ne négocierons pas nos systèmes publics de santé et d'éducation.** De même, le gouvernement du Canada ne prendra aucun engagement qui puisse limiter sa capacité de poursuivre ses objectifs en matière de politique culturelle, tant qu'un nouvel instrument international visant spécifiquement à protéger le droit des pays de promouvoir et de protéger leur diversité culturelle n'aura pas été mis en place.

OBSERVATIONS DES PARTICIPANTS

La majorité des participants ont reconnu que le commerce international joue un rôle important dans la prospérité économique du Canada et la création d'un marché plus dynamique, en offrant un plus grand choix aux consommateurs et des prix plus compétitifs. L'importance croissante du commerce des services pour l'économie canadienne a souvent été notée. La majorité des participants ont également reconnu, en principe, la nécessité d'un environnement commercial réglementé : en revanche, il n'y a pas eu de consensus sur la nature de ces règles.

« Il y a de grandes possibilités de participation du secteur privé et de retombées économiques pour notre province [...] Je reçois tous les mois une douzaine de messages électroniques venant de l'étranger qui sollicitent nos services. Les règles de l'AGCS devraient nous aider à élargir notre marché. »

Certains participants ont mis en garde le gouvernement contre une libéralisation générale, notant les difficiles ajustements économiques qui ont résulté de l'adoption de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et de l'Accord sur le commerce intérieur. D'autres participants ont pris soin d'établir une distinction entre libéralisation du commerce et déréglementation, et ont exhorté le gouvernement à faire preuve de prudence afin de protéger les intérêts des Canadiens.

« Quelqu'un adhère-t-il à l'AGCS sans établir le coût de ce qu'il pourrait perdre? Il est nécessaire d'établir les coûts économiques. »

« Un commerce libéralisé est-il toujours avantageux? Dans certaines industries, la réglementation est nécessaire pour optimiser les prix. »

D'une manière générale, les participants ont fait valoir deux ordres de préoccupations. Le monde des affaires a mis l'accent en général sur les obstacles à la réussite sur d'autres marchés et surtout sur les règles qui pourraient avoir une incidence négative sur la performance de leur industrie ou profession sur le marché intérieur. Les représentants des groupes d'intérêt public se sont montrés principalement préoccupés par la prise en compte des défis potentiels que représentent la mondialisation et la libéralisation du commerce : la préservation de la souveraineté du Canada et de son droit d'adopter des règlements dans l'intérêt public; l'intégration des objectifs de politique commerciale et des objectifs plus larges de la politique sociale; la transparence accrue dans les négociations commerciales et la gestion des accords commerciaux.

OBSTACLES AU COMMERCE DES SERVICES

Certains participants ont fait état de la capacité éventuelle de l'AGCS de supprimer les obstacles majeurs à l'exportation et à l'importation de services. Dans le cadre de nombreuses réunions, les questions suivantes ont été habituellement soulevées par les exportateurs de services ou les représentants d'entreprises ou d'associations professionnelles.

Mouvement transfrontalier

La facilité avec laquelle les entreprises canadiennes peuvent dépêcher leurs employés sur les marchés étrangers pour assurer une prestation de services, ou pour faire entrer des ressortissants étrangers au Canada, est reconnue comme revêtant de plus en plus d'importance. En effet, la facilitation des « admissions temporaires » a été reconnue comme étant l'un des principaux objectifs des entreprises de services dans le cadre des négociations de l'AGCS.

« Nous aimerions que des normes communes soient négociées pour les visas d'entrée temporaires. »

« Notre environnement concurrentiel subit des changements radicaux à cause du commerce électronique. Il faudrait définir les responsabilités transfrontalières pour ne pas être obligés d'ouvrir des bureaux ailleurs. »

« Nous [...] avons examiné le modèle des comptables (en ce qui a trait aux normes techniques, titres et exigences professionnelles) et sommes inquiets au sujet des disciplines et des titres des gens venant d'ailleurs. »

« À titre de responsable de la réglementation, je me demande comment mettre fin à l'activité d'un praticien incompetent s'il se trouve aux États-Unis? »

Transférabilité des titres de compétence et maintien des normes

Les représentants des associations professionnelles et ceux de certains syndicats et organismes de réglementation se demandent comment maintenir des normes élevées pour protéger les consommateurs et le public, face à une concurrence acharnée des fournisseurs de services étrangers. Certains ont fait valoir des préoccupations au sujet de l'application des accords de reconnaissance mutuelle. D'autres craignent que les pressions qui s'exercent en faveur d'une augmentation de l'offre n'aboutissent à l'adoption de normes étrangères, moins élevées.

« Est-il vrai que l'Association des infirmières agit en vertu de pouvoirs délégués par le gouvernement qui ne sont pas couverts par l'AGCS parce qu'ils s'inscrivent dans le cadre de l'exemption des services publics? »

« Les barreaux des provinces s'inquiètent du fait de garder le contrôle sur les compétences d'entrée, la discipline et l'assurance [...] y compris de la possibilité de traiter les avocats étrangers différemment. »

« Une autorité portuaire sera-t-elle assujettie à un plus grand contrôle ou sera-t-elle plus autonome en vertu de l'AGCS? »

Autonomie des organismes d'autoréglementation

Les représentants d'associations professionnelles ont exprimé leurs préoccupations concernant leur indépendance, leur rôle dans l'autoréglementation de leur profession et les moyens de maintenir l'emploi, le revenu et les conditions de travail de leurs membres.

RESPECT DE LA SOUVERAINETÉ, INTÉGRATION DES OBJECTIFS DE LA POLITIQUE SOCIALE DANS LES ACCORDS COMMERCIAUX ET TRANSPARENCE ACCRUE

Un grand nombre de participants représentaient des groupes d'intérêt public et des organisations non gouvernementales manifestant un intérêt particulier pour un vaste éventail de sujets, dont la protection de l'environnement, les normes du travail, l'égalité des sexes ou de questions sociales, notamment la pauvreté, les sans-abri et le caractère adéquat du filet de sécurité sociale.

Selon un point de vue, le Canada devrait faire preuve de prudence afin de préserver son droit d'adopter des règlements dans l'intérêt public; en outre, la politique commerciale canadienne devrait servir de moyen de promotion de nos valeurs sociales dans le reste du monde. Plusieurs groupes ont fait valoir que les accords commerciaux sont appliqués avec plus d'efficacité que ceux d'autres secteurs, et ils ont proposé l'établissement d'un lien entre certains accords existants, telle la Déclaration de l'Organisation internationale du Travail (OIT) relative aux droits fondamentaux au travail, et les progrès en matière de libéralisation.

« Les exemples du passé ne sont pas très encourageants [...] nous sommes inquiets parce que les décisions rendues dans le passé ne nous étaient pas favorables. »

Selon un autre point de vue qui a cours dans les groupes en question, il faut rejeter complètement la libéralisation du commerce parce qu'elle entraînera inévitablement des pressions en faveur d'une déréglementation ou d'un abaissement des normes, et l'abandon des valeurs sociales canadiennes au nom de la compétitivité économique. Certains craignent également que le gouvernement ne fasse erreur en prenant des engagements, et que ces erreurs soient ensuite difficiles à corriger.

« Le droit de profiter des occasions devrait dépendre du respect des droits de la personne. Les exemptions prévues dans l'AGCS sont-elles suffisantes pour permettre au Canada de continuer à boycotter les services négociés d'un régime d'apartheid? »

« Le commerce n'est pas une fin en soi. Il faudrait plutôt que ce soit un outil démocratique utilisé pour assurer le bien-être de l'humanité. »

L'une des principales préoccupations de bon nombre de participants était que l'AGCS pouvait limiter le droit souverain du gouvernement d'adopter des règlements dans l'intérêt public. Pour certains d'entre eux, cela impliquait une défense traditionnelle de la politique commerciale protectionniste comme instrument de développement économique.

« Nous n'acceptons pas certaines des affirmations de base concernant le merveilleux avantage de la libéralisation [...] Si vous avancez dans cette direction, même lentement, il y aura des incidences sur l'étendue du pouvoir démocratique. »

« Les règles antidiscriminatoires de l'AGCS servent aujourd'hui à interdire aux pays en développement d'adopter les mêmes politiques protectionnistes dont le Canada et d'autres pays se sont servis pour développer leurs propres

Certains des participants se sont également objectés contre le point de vue du gouvernement, à savoir que la santé, l'éducation et les services publics peuvent bénéficier d'une protection complète dans le cadre de l'AGCS. Les débats ont souvent mis en relief certaines préoccupations au sujet du fait que la qualité pouvait être compromise et qu'on ne pourrait poursuivre certains objectifs de politique publique, tels que l'accès à une éducation bénéficiant d'un financement public.

« La sauvegarde de nos priorités nationales devrait passer avant l'accès aux marchés, le traitement national ou le principe de la nation la plus favorisée. »

Parallèlement, un certain nombre de participants ont fait état de la demande et de l'offre internationales croissantes de services de formation et d'éducation ainsi que de recherche-développement, comme d'importantes occasions d'affaires pour le Canada. Les discussions ont souvent porté sur les incidences qu'auront des établissements d'enseignement et de formation privés, ainsi que l'association d'éléments privés et commerciaux, sur le système d'éducation public. Certains craignent que ceci n'entraîne un jour l'application des règles et disciplines de l'AGCS à l'éducation publique. En outre, la confusion existant dans le cadre de l'AGCS sur la distinction entre services privés et publics a incité certains des participants à exhorter le gouvernement à ne pas prendre d'engagements dans ces secteurs sensibles.

« Le Canada devrait exclure les services sociaux conformément à l'article sur les exceptions générales, comme il l'a fait pour la sécurité nationale. »

Des inquiétudes ont été exprimées au sujet de l'obligation internationale qu'a le gouvernement fédéral de « prendre des mesures raisonnables » pour assurer que les gouvernements infranationaux se conforment aux règles de l'AGCS. Les participants se sont interrogés sur ce que cette obligation impliquait pour les administrations locales et pour le fédéralisme canadien. Certains participants étaient d'avis que les règlements et les services des administrations municipales du Canada dans les domaines de la distribution, de la planification, du zonage, de la publicité, des licences et du transport pourraient être touchés par l'AGCS, soit directement en limitant les instances municipales, soit indirectement en imposant des frais administratifs liés aux règles concernant la NPF et la transparence.

« Les planificateurs et les conseillers municipaux ont déjà suffisamment à faire sans avoir à s'inquiéter du " filtre commercial " [...] Si chaque décision concernant des services pouvait être contestée par des gouvernements étrangers, les administrations locales seraient condamnées à l'immobilité. »

Les participants ont exprimé des préoccupations au sujet des répercussions des travaux sur la conception d'un « critère de la nécessité » pour les règlements intérieurs (c'est-à-dire, les exigences et les procédures ainsi que les normes techniques en matière de réglementation professionnelle) — une méthode qui permet d'évaluer si les règlements ne comportent pas plus de limitations commerciales qu'il n'est nécessaire pour répondre à des objectifs déclarés de politique intérieure. D'autres questions ont également été abordées, entre autres, les permis et les restrictions. Les participants craignent que les politiques visant à favoriser le recrutement local ou à promouvoir la sensibilisation aux réalités culturelles dans la prestation de services ne soient compromises.

Les représentants du monde des affaires et les groupes d'intérêt public ont convenu qu'une plus grande transparence dans les négociations commerciales et dans la gestion des accords commerciaux était nécessaire.

« La capacité de négocier du Canada dépend de la façon dont les gens comprennent les règles commerciales et la place du pays dans une économie mondialisée. »

« Au stade des demandes et des offres, serons-nous consultés? Y aura-t-il des consultations avant la présentation de la position de négociation définitive du Canada? »

PROCHAINES ÉTAPES

Ces consultations multisectorielles ont aidé le gouvernement à examiner les différents aspects du commerce des services touchant l'ensemble des secteurs ou des régions et à se familiariser avec un certain nombre de questions importantes sur le plan local. Elles ont permis notamment au gouvernement fédéral de coordonner l'élaboration de sa politique commerciale avec les gouvernements des provinces et des territoires et ont sensiblement enrichi la position de négociation du Canada dans le cadre de l'AGCS.

Ces réunions ne sont qu'une étape dans le processus permanent de consultation des Canadiens tout au long du déroulement des négociations de l'AGCS. Toutefois, elles ont permis de dégager des orientations importantes.

CONSULTATION PERMANENTE

Bon nombre de participants ont exprimé leur appréciation des séances d'information et de la coopération existant entre les gouvernements fédéral et provinciaux dans le cadre du processus de consultation.

« Je suis heureux de constater une certaine transparence dans ce processus. »

« Nos rapports avec les représentants de la politique commerciale fédérale ont été excellents, en dépit du chevauchement avec la compétence provinciale. »

Toutefois, selon un certain nombre de participants, le processus de consultation pourrait être amélioré. Certains ont signalé que la période de préparation était insuffisante, tandis que pour d'autres, le processus n'était pas suffisamment représentatif. De même, bon nombre d'entre eux ont demandé au gouvernement d'organiser de nouvelles audiences parlementaires sur les questions de politique commerciale, afin de créer de nouvelles occasions de débats avec des représentants politiques, et pas seulement avec des fonctionnaires.

« Nous avons besoin de plus de temps et de plus d'occasions de consultation. Peut-être faudrait-il aussi des subventions (pour permettre une pleine participation des groupes d'intérêt public). »

« Au terme du processus, vous devriez envisager une discussion en ligne, comme celle que la Banque mondiale a organisée sur la pauvreté, il y a quelques mois. »

Le gouvernement s'est engagé à encourager la participation de tous les intervenants et de tous les paliers de gouvernement dans l'élaboration et la conduite de sa politique commerciale. Cet engagement découle de la réponse du gouvernement aux recommandations contenues dans le rapport du Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international (CPAECI) de juin 1999, intitulé *Le Canada et l'avenir de l'Organisation mondiale du commerce : Pour un programme du millénaire qui sert l'intérêt public*². Le rapport insiste sur le rôle des consultations publiques comme élément central des préparatifs des nouvelles négociations³.

La structure précise des futures consultations sur les négociations de l'AGCS n'a pas encore été déterminée. Toutefois, différents mécanismes seront utilisés pour poursuivre la tenue des consultations, notamment des réunions multisectorielles supplémentaires, des consultations avec les différents secteurs de l'industrie, des audiences parlementaires et des discussions avec les groupes consultatifs sectoriels sur le commerce international.

Nous invitons les lecteurs à faire parvenir leurs points de vue sur ces différentes questions tout au long du processus de négociation. Les noms des personnes responsables des différentes questions et des différents secteurs de l'industrie se trouvent dans le site Web suivant : <http://services2000.ic.gc.ca>

² On peut consulter le rapport du comité parlementaire et la réponse du gouvernement au rapport sur le site Web Services 2000 (<http://services2000.ic.gc.ca>).

³. Voir *Le Canada et l'avenir de l'Organisation mondiale du commerce*, chapitre 6.

ANNEXE A

CONSULTATIONS HORIZONTALES DE L'AGCS LISTE D'INVITÉS/DE PARTICIPANTS

N.B. : *indique les associations qui ont assisté aux sessions

HALIFAX (NOUVELLE-ÉCOSSE), 23 JUIN 2000

Acadia Students' Union	Information Technology Association of Nova Scotia*
Alliance des manufacturiers et des exportateurs du Canada	Institute of Chartered Accountants of Nova Scotia
Association of Nova Scotia Land Surveyors	Insurance Brokers Association of Nova Scotia
Association of Municipal Administrators	Jacques Whitford Environmental Ltd.
Association canadienne des producteurs pétroliers	La Fédération canadienne de l'entreprise indépendante
Association des banquiers canadiens	La Banque de Nouvelle-Écosse*
Association des producteurs de fruits de mer de la Nouvelle-Écosse	Le Centre d'excellence pour la santé des femmes - région des Maritimes
Association canadienne de gestion des achats - Institut de la Nouvelle-Écosse (Halifax)	Medical Society of Nova Scotia
Association of Professional Engineers of Nova Scotia	Metropolitan Halifax Chamber of Commerce
Atlantic Canada World Trade Centre*	Mount Saint Vincent University Student Union
Certified General Accountants Association of Nova Scotia	Nova Scotia Environmental Network
Collège de la Garde côtière canadienne	Nova Scotia Dental Association
Conseil des Canadiens (sections du Canada Atlantique)*	Nova Scotia Teachers' Union*
Construction Association of Nova Scotia	Nova Scotia Restaurant & Food Services Association
Consulting Engineers of Nova Scotia	Nova Scotia Film & Video Producers Association
Dalhousie Law School, Department of Economic Development	Nova Scotia Association of Architects
Dalhousie University, Department of Political Science* (Investment and Trade, Marketing Education)*	Novaknowledge
Department of Education (Policy, Planning and Strategic Services Division)*	Offshore/Onshore Technologies Association of Nova Scotia
Dillon Consulting Limited	Saint Mary's University
Halifax-Dartmouth Automobile Dealers-Association	Sierra Club du Canada
	Société des comptables en management (section Maritimes)
	The Nova Scotia Cultural Network*
	Tourism Industry Association of Nova Scotia
	Union of Nova Scotia Municipalities

*Plus 14 administrations de développement régional et
quelques syndicats et banques.*

CALGARY (ALBERTA), 26 JUIN 2000

Alberta Association of Architects
Alberta Association of Registered Occupational Therapists
Alberta Construction Association*
Alberta Dental Association
Alberta Economic Development Authority*
Alberta Federation of Labour
Alberta Fish and Game Association
Alberta Hotel Association
Alberta Institute of Agrologists
Alberta Land Surveyors' Association
Alberta Magazine Publishers Association
Alberta Medical Association
Alberta Pharmaceutical Association
Alberta Physiotherapy Association
Alberta Real Estate Association*
Alberta Roadbuilders & Heavy Construction Association
Alberta Society of Engineering Technologists (ASET)
Alberta Society of Professional Biologists
Alberta Teachers' Association*
Alberta Trucking Association
Alberta Veterinary Medical Association
Alberta Union of Public Employees (AUPE)
Alberta Construction Trucking Association
Alberta Construction Safety Association
Alberta College & Association of Respiratory Therapy
Alberta Association of Registered Nurses
Alberta Association of Optometrists
Alberta Association of Landscape Architects
Alliance des manufacturiers et des exportateurs du Canada
Alliance des manufacturiers et des exportateurs du Canada-Calgary
Association of Professional Engineers, Geologists and Geophysicists of Alberta
Association du Barreau canadien (section Alberta)
Association canadienne des sciences géomatiques (Le mot géomatiques n'existe pas)
Association des consommateurs du Canada (section Alberta)
Association dentaire de l'Alberta
Association Canadienne des Pipelines de Ressources Énergétiques
Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières
Association canadienne des conseillers en assurance et en finance (section Sud de l'Alberta)
Banff Centre for the Arts*
Book Publishers Association of Alberta
Calgary Chamber of Commerce
Calgary Export Club
Canada Global Experts
Canadian Geotechnical Society of Edmonton
Canadian Society of Exploration Geophysicists
Canadian Society of Exploration Geologists
Canadian Oil Scouts Association
Canadian Society of Petroleum Geologists
Canadian Institute of Freight Forwarders
Canadian Society for Chemical Engineers*
Canadian Association of Oilwell Drilling Contractors
Canadian Association of Drilling Engineers
Canadian Medical Centres Limited
Canadian Association of Geophysical Contractors
Certified General Accountants Association of Alberta
Certified Management Accountants Association of Alberta
Certified General Accountants Association of Canada
College of Physician & Surgeons of Alberta
College of Alberta Psychologists
College of Chiropractors of Alberta
College of Physical Therapists of Alberta
Conseil des Canadiens*
Conseil canadien des petites entreprises*
Consulting Engineers of Alberta
Economic Developers Association of Alberta
EKOS 707, University of Calgary
Electrical Contractors Association of Alberta
Environmental Services Association of Alberta
Faculty of Environmental Design, Université de Calgary*
Fédération canadienne des clubs de femmes de carrières libérales et commerciales
Forest Industry Suppliers Association of Alberta
Independent Insurance Brokers' Association of Alberta
Independent Power Producers Society of Alberta
Institut canadien de gestion
Institute of Certified Management Consultants of Alberta
Institute of Chartered Accountants of Alberta
L'Association canadienne de planificateurs financiers
L'Institut canadien du marketing
La Fédération canadienne de l'entreprise indépendante
Mechanical Contractors Association of Alberta
Motel Association of Alberta
Mount Royal College (Education Marketing Advisory Board)*
Northern Alberta Institute of Technology
Petroleum Accountants Society of Alberta
Petroleum Services Association of Canada
Project Management Institute, Calgary*

Psychologists Association of Alberta
Real Estate Council of Alberta
Retail Merchants' Association of Canada (Alberta) Inc.
Sierra Club (section Prairies)
Small Explorers and Producers' Association of Canada
Société canadienne de génie civil
Society of Management Accountants of Alberta
Syndicat canadien de la fonction publique
(bureau régional de l'Alberta)
Talisman Energy Inc.

The Environmental Services Association of Alberta
The Law Society of Alberta*
Trading House Association of Western Canada
United Nurses of Alberta

REGINA (SASKATCHEWAN), 27 JUIN 2000

Alliance des manufacturiers et des exportateurs du Canada
American Society of Heating, Refrigeration and Air Conditioning Engineers
Association of Dental Technicians of Saskatchewan
Association of Consulting Engineers of Saskatchewan
Association of Professional Community Planners of Saskatchewan
Association of Professional Engineers and Geoscientists of Saskatchewan
Association des traducteurs et interprètes de la Saskatchewan
Athabaska Airways Ltd.
BCP Engineering Ltd.
BDM Information Systems
Syndicat canadien de la fonction publique*
L'Association canadienne de l'informatique*
Canadian Agri-Marketing Association
L'Association canadienne des Experts Indépendants (région de la Saskatchewan)
La Fédération canadienne de l'entreprise indépendante
Institut canadien des inspecteurs en hygiène publique (section Saskatchewan)
Société canadienne des directeurs d'association
Association des banquiers canadiens
Société canadienne de la santé et de la sécurité au travail
L'institut canadien du crédit
Certified General Accountants Association of Saskatchewan
Chiropractors Association of Saskatchewan
Clifton Associates Ltd.
Compagnie d'Assurance Générale Co-operators
College of Physicians and Surgeons of Saskatchewan
College of Dental Surgeons of Saskatchewan
Association des consommateurs du Canada (Saskatchewan)
Conseil des Canadiens*
Credit Union Central of Saskatchewan
Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier (section SaskTel)*
Engineers of Saskatchewan
Société du crédit agricole
Federation of Saskatchewan Indian Nations
General Insurance Council of Saskatchewan
Human Resource Management Association of Regina
Institute of Chartered Accountants of Saskatchewan
Insurance Institute of Saskatchewan
Insurance Brokers' Association of Saskatchewan
Association internationale des professionnels de la communication
Kindersley Transport Ltd.
Law Society of Saskatchewan*
LeaderPost*
Northwest Airlines
Partners in Planning Financial Services Ltd.
Potash Producers Association
Prairie Implement Manufacturers' Association
Public Legal Association of Saskatchewan
Association canadienne de gestion des achats (Saskatchewan Institute)
Real Estate Institute of Saskatchewan Inc.
Regina REDA (Regional Economic Development Authority)
Regina Chamber of Commerce
Registered Psychiatric Nurses Association of Saskatchewan
Sask Water
Saskatchewan Association of Licensed Practical Nurses
Saskatchewan Trucking Association
Saskatchewan Wheat Pool
Saskatchewan Construction Association Inc.
Saskatchewan Arts Alliance Corp.*
Saskatchewan Outfitters Association
Saskatchewan Association of Social Workers
Saskatchewan Dental Hygienists' Association
Saskatchewan Ophthalmic Dispensers Association
Saskatchewan Dental Therapists Council
Saskatchewan Association of Optometrists
Saskatchewan Registered Nurses' Association
Saskatchewan MLA*
Saskatchewan Funeral Service Association
Saskatchewan Chamber of Commerce
Saskatchewan Society of Occupational Therapists
Saskatchewan Aviation Council
Saskatchewan Land Surveyors Association
Saskatchewan Dental Assistants' Association
Saskatchewan Veterinary Medical Association
Saskatchewan Association of Architects
Saskatchewan Society of Medical Laboratory Technologists
Fédération des enseignants et des enseignantes de la Saskatchewan*
Saskatchewan Association of Medical Radiation Technologists
Saskatchewan Association of Speech-Language Pathologists and Audiologists
Fédération du travail de la Saskatchewan*
Saskatchewan Trade and Export Partnership
Saskatchewan Union of Nurses*
Saskatchewan Pharmaceutical Association
Saskatchewan College of Physical Therapy

Saskatchewan Institute of Agrologists
Saskatchewan Mining Association
Saskatchewan Consulting Agrologists
Saskatchewan Real Estate Commission
Saskatchewan Recording Industry Association
Saskatchewan Association of Chiropodists
Saskatchewan Medical Association
Saskatchewan School Trustees' Association
Saskatchewan Association of
Health Services Executives
Saskatchewan Insolvency Practitioners Association
Saskatchewan Motion Picture Association
Saskatchewan Economic Developers Association
Saskatchewan Institute of
Applied Sciences & Technology (SIAST)
Saskatchewan Home-Based Business Association
Saskatchewan Eco-Network
Saskatchewan Association of the
Appraisal Institute of Canada
Saskatchewan Association of Landscape Architects
Saskatchewan Real Estate Association
Saskatchewan Auctioneers Association
Saskatchewan Association of Broadcasters
Saskatchewan Criminal Justice Association
Saskatchewan Applied Science
Technologists and Technicians
Saskatchewan Native Economic
Development Corporation
Saskatchewan Publishers Group
Saskatchewan Crafts Council
Saskatchewan Association of Geomatics Technologists*

Saskatchewan Association of Health Organizations*
Saskatchewan Psychological Association
Saskatoon REDA
(Regional Economic Development Authority)
SaskEnergy International
SaskPower*
SaskTel International
SED Systems
Saskatchewan Government Insurance (SGI)
Small Explorers and Producers Association of Canada
Society of Management Accountants of Saskatchewan
Software Development Association of Saskatchewan
StarPhoenix
The Saskatchewan Association of
Osteopathic Physicians
The Institute of Accredited Public
Accountants of Saskatchewan
The Saskatchewan Association of
Naturopathic Practitioners
The Denturist Society of Saskatchewan
Tourism Saskatchewan
Trans Canada No.1 West Association
TRLabs
TWC Financial Corporation
University of Regina*
University of Saskatchewan
VEMAX Management
Weyburn Inland Terminal
Women Entrepreneurs of Saskatchewan Inc.

WINNIPEG (MANITOBA), 28 JUIN 2000

Aboriginal Business Leaders and Entrepreneurs (ABLE)
Réseau de Télévision des Peuples Autochtones
Aboriginal Council of Manitoba
Acres Manitoba Limited
Formation aérospatiale Canada International
Agri-Tec Canada Inc.
Aikins, MacAulay & Thorvaldson
Alliance des manufacturiers et des exportateurs du Canada
Angus Reid Group Inc.
Applied Linguistics Centre
Institut canadien des évaluateurs*
Aquarian Industries International Ltd.
Fondation Asie Pacifique du Canada
Assembly of Manitoba Chiefs
Assiniboine Credit Union
Association of Professional Engineers and Geoscientists of Manitoba*
Association of Consulting Engineers of Manitoba
Association of Manitoba Book Publishers
Balmoral Hall School
Birchwood Automotive Group
Brandon University
Business Council of Manitoba
Association des consommateurs du Canada (Manitoba)
Canadian Institute for Barrier Free Design
L'Association canadienne de l'informatique
Association des banquiers canadiens
Syndicat canadien de la fonction publique*
École canadienne d'aviation
Centre canadien de politiques alternatives*
La Fédération canadienne de l'entreprise indépendante
Cando Contracting
CanWest Global Communications Corp.
Centra Corporation
Centre for Trade Policy Alternatives Manitoba
Ceridian Canada*
Certified Technicians and Technologists Association of Manitoba Inc. (CTTAM)
Certified General Accountants' Association of Manitoba*
Chambre de Commerce de Saint-Boniface
Conseil des Canadiens*
Credit Union Central of Manitoba*
Crocus Investment Fund
Cross Cultural Consulting Inc.
Ministère de la Culture, du Patrimoine et de la Citoyenneté
(Direction générale de l'apprentissage -Éducation et Formation professionnelle)*
Davis Immigration Law*
Développement économique Winnipeg*
Ensis Management Ltd.
Executive Computer Training
First Nations Buying Group
Fortune Ventures Inc.
Office de commercialisation du poisson d'eau douce
Golden West Media
La Great-West, Compagnie d'Assurance-Vie
Health Care Products Association of Manitoba
Heartland International English School
INSI Integrated Systems Inc.
Institute of Chartered Accountants of Manitoba
Centre du commerce international*
Institut international du développement durable
Groupe Investors Inc.
James E. Downey International*
James Richardson International
Keystone Agricultural Producers
Transport Kleysen Ltée
KPMG Consulting
Société du Barreau du Manitoba
Loewen Windows
MERLIN (Les Réseaux informatiques en apprentissage et en recherche pédagogique du Manitoba)
Manitoba Wildlife Federation
Manitoba Federation of Labour
Manitoba Nurses' Union
Manitoba Telecom Systems
Manitoba Association of Landscape Architects
Ministère de l'Industrie, du Commerce et des Mines du Manitoba*
Manitoba Innovation Network
Manitoba Trucking Association
Hydro-Manitoba
Manitoba Chamber of Commerce*
Conseil manitobain pour la coopération internationale
Réseau écologique du Manitoba Inc.
Société du commerce et de l'investissement du Manitoba*
Manitoba Society of Independent Animators
Manitoba Telecom Services*
Manitoba Environmental Industries Association (MEIA)
Manitoba Association of Architects
Ministère de l'Éducation et de la Formation professionnelle du Manitoba, Apprentissage
Fondation des Métis du Manitoba*
Manitoba Restaurant & Food Services Association
Manitoba Fashion Institute
Manitoba Audio Recording Industrie Association
Manitoba Association of Architects
Manitoba Advanced Technology Association
Manitoba Government Employees Union (MGEU)
Manitoba Aerospace Association Inc.
Manitoba Teachers Society*
Manitoba Motion Picture Industries Association*
Institut des agronomes du Manitoba
Ministère du Travail du Manitoba,
Hygiène et sécurité au travail
Manitoba Quality Network (QNET)
Ministère de la Santé du Manitoba*
Manitoba Women's Institute*

Maxim Transportation
Mid-Canada Production Services*
Moffat Communications Ltd.
Momentum Health Information Systems
National Leasing Group Inc.
Conseil national de recherches du Canada,
Institut du biodiagnostique
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie
Nesbitt Burns
New Media West
Number Ten Architectural Group*.
Oak Street Music
Online Business Systems
Pitblado, Buchwald, Asper
Pollard Banknote Ltd.
Price Waterhouse Coopers
Q-Starr Business & Communication Services*
Red River Community College
Reid Crowther & Partners*
Retired Teachers' Association of Manitoba (RTAM)
Scatliff & Associates Landscape Architects Inc.*
Science Council Manitoba
Sisler High School
Sky Cable Inc.
Society of Management Accountants of Manitoba
Southeast Tribal Council*

Southeast Resource Development Council Corporation
Standard Aero Ltd.
Taylor McCaffrey*
The Frontier Centre for Public Policy
Tourisme Industrie Association of Winnipeg Inc.
Tribal Councils Investments Group of Manitoba Ltd.
Centre de formation des TUAC
Université du Manitoba*
University of Winnipeg*
Victoria General Hospital Foundation
Videon
Wardrop Technologies Inc.
Wardrop Engineering Inc.
Wellington West Capital Inc.
Westsun International Inc.
Winnipeg Free Press
Winnipeg Stock Exchange
Winnipeg Commodity Exchange
Winnipeg Construction Association Inc.
Administration aéroportuaire de Winnipeg*
Winnipeg Air Cargo

TORONTO (ONTARIO), 29 JUIN 2000

ADAMAC Management Group Inc.
Agence canadienne des droits de
reproduction musicaux limitée
Agra Inc. (devenue Amec Inc. récernment)
Alcan Aluminium Limitée
Aliments Maple Leaf International
Alliance of Canadian Travel Agents - Ontario
Association of Colleges of Applied Arts and
Technology of Ontario*
Association of Independent Consultants
Association of Municipalities of Ontario
Association of Ontario Land Surveyors
Alliance des manufacturiers et des exportateurs du
Canada (sections Ontario/nationale)
Association canadienne de
production de film et télévision
Association canadienne des
compagnies d'assurances de personnes
Association canadienne du droit de l'environnement*
Association canadienne des fabricants de
produits pharmaceutiques
Association des brasseurs du Canada
Association canadienne des éditeurs de musique*
Association canadienne d'éducation (ACE)
Association canadienne des distributeurs de films
Association canadienne des
conseillers en administration*
Association des consommateurs du Canada (Ontario)*
Association des manufacturiers de machines et
d'équipements du Canada
Assure Health Inc.
AT&T*
Austin Rehab Group
BFC Construction Group Inc.
Boliden Ltd.
Canadian Arab Business Council (CABC)
Canadian Association of Financial Planners
Canadian Association of Mining Equipment and
Services for Export
Canadian Bankers' Association
Canadian Chamber of Commerce
Canadian Council of Grocery Distribution
Canadian Environment Industry Association
Canadian Farmers Federation of Ontario
Canadian Federation of Independent Grocers
Canadian Food Brokers Association
Canadian Restaurant and Foodservices Association
Canadian Wine Institute
Certified General Accountants Association of Ontario
Christian Farmers Federation of Ontario
CIBC World Markets
Citizens for Public Justice
College of Audiologists & Speech-Language
Pathologists of Ontario
College of Chiropractors of Ontario
College of Denturists of Ontario
College of Dietitians of Ontario
College of Massage Therapists
College of Medical Radiation Technologists of Ontario
College of Midwives of Ontario
College of Opticians of Ontario
College of Optometrists of Ontario
College of Pharmacists of Ontario
College of Physicians and Surgeons of Ontario
College of Veterinarians of Ontario
Common Frontiers
Conseil canadien du commerce de détail
Conseil des Canadiens
Consulting Engineers of Ontario
Contemporary Information Analysis Ltd.
Council of Ontario Construction Associations
Council of Ontario Universities
Credit Union Central of Ontario
Davies, Ward and Beck
Drugless Therapy-Naturopathy
Dynatec Corporation
Eastern Power Limited
EG Consultants & Associates
Elementary Teachers Federation of Ontario*
Energy Probe Research Foundation
Ernst & Young
Fabricants de produits alimentaires et de
consommation du Canada
Falconbridge Limitée
Fédération des enseignantes-enseignants des
écoles secondaires de l'Ontario*
Fédération du travail de l'Ontario*
Fédération des enseignantes et des
enseignants de l'Ontario
Federation of Health Regulatory Colleges of Ontario
Fela Grunwald Fine Arts
Financial Services Institute
Fonds mondial pour la nature
Gartner Lee Limitée
General Motors du Canada
Générale électrique du Canada
Georgian College (International Centre)*
Global Television Network (bureau de l'Est)
Goodman, Phillips & Vineberg Barristers & Solicitors
Groupe de recherche d'intérêt public de l'Ontario
(Brock Université)*

Harry Blair Consultants
 Independent Power Producers' Society of Ontario
 Institut canadien des comptables agréés*

 Institut des comptables agréés de l'Ontario*
 Insurance Council of Canada
 Kraft Canada
 L'Association Nationale des Collèges Carrières
 La Fédération canadienne de
 l'entreprise indépendante (Ontario)
 La Banque de Nouvelle-Écosse
 Law Society of Upper Canada
 Le Conseil canadien pour les Amériques
 Les femmes sur les marchés financiers
 Les Communications par satellite canadien
 Les compagnies de recherche
 pharmaceutique du Canada
 Loewen Ondaatje McCutcheon
 Macro Engineering & Technology Inc.
 Maragna Architect Inc.
 McCarthy Tétraut*
 McMillan Binch
 MDS Laboratory Services*
 Ministère du développement économique,
 du Commerce et du Tourisme
 (Commerce et Politique internationale)*
 Ministère du développement économique,
 du Commerce et du Tourisme (Ontario Exports Inc.)*
 Mutual Fund Dealers Association of Canada
 NetStar Communications Inc.
 Newcourt Credit Group Inc.
 Noranda Inc.
 North American Fur Auctions
 Oakville Chamber of Commerce
 Ontario Aerospace Council
 Ontario Association of Career Colleges
 Ontario Association of Landscape Architects
 Ontario Chamber of Commerce,
 International Trade Committee*
 Ontario Community College Student
 Parliamentary Association
 Ontario Confederation of
 University Faculty Associations
 Ontario Construction Secretariat
 Ontario Council of Regents for
 Colleges of Applied Arts & Technology
 Ontario Dental Nurses and Assistants Association
 Ontario English Catholic Teachers' Association
 Ontario Federation of Agriculture

Ontario Health Providers Alliance
 Ontario Hospital Association
 Ontario Institute of Agrologists
 Ontario Medical Association
 Ontario Professional Foresters Association
 Ontario Professional Planners Institute
 Ontario Restaurant Association
 Ontario Undergraduate Student Alliance
 Ordre des physiothérapeutes de l'Ontario*
 Ordre des psychologues de l'Ontario*
 Ordre des technologues dentaires de l'Ontario*
 Ordre des ergothérapeutes de l'Ontario*
 Ordre des technologues de
 laboratoire médical de l'Ontario*
 Ordre des enseignantes et des
 enseignants de l'Ontario*
 Ordre des architectes de l'Ontario*
 Ordre des podologues de l'Ontario*
 Ordre des infirmières et infirmiers de l'Ontario*
 Ordre des hygiénistes dentaires de l'Ontario*
 PricewaterhouseCoopers
 Professional Engineers of Ontario
 Programme de recherche en promotion de la santé
 RBC Dominion Securities Foundation
 Real Estate Council of Ontario
 Registered Nurses Association of Ontario*
 Rio Algom Limitée
 Royal College of Dental Surgeons of Ontario
 Shaw Communications Inc.
 Sheridan College
 Sierra Club (section Est du Canada)
 Société des comptables en management du Canada
 Table ronde nationale sur l'électricité
 The Ontario Education Alliance
 Toronto Board of Trade
 Toronto Stock Exchange
 Toronto Women's Health Network
 Transparency International Canada Inc.
 Université York
 Wellington, Dufferin, Guelph Health Unit
 (siège de Fergus)
 Wilfrid Laurier Université

WHITEHORSE (YUKON), 5 SEPTEMBRE 2000

A Fine Balance Imports and
Exports A.C. R. Mechanical Systems
Agence des douanes du Canada
Air North
Alkan Air Ltd.
Alliance de la fonction publique du Canada*
Anne Doyle's Art Gallery
Anton, Campion, MacDonald
Archetype Productions
Arctic Motorcycle Tours
Aroma Borealis Herb Shop
Association franco-yukonnaise
Association of Yukon Communities
Association canadienne des
constructeurs d'habitations (Yukon)
Association du Barreau canadien (Yukon)
Aurum Geological Consultants Inc.
Bandit Yukon*
Bandit Blades
Barbara Chamberlin
Barreau du Yukon*
Barry Drury
Bean North Coffee
Bear Paw Pottery
Bear North Adventures
Beaver Lumber
Ben's Electric
Big Bear Adventures
BLC Group of Companies
Blind Creek Wood Products et Blind Creek Farm
BlueSky Interactive
Boreal Forest Products Ltd.
Borealis Alternate Energy
Borealis Productions
Brite Ideas Building Industrie Consultants
Caldwell Productions
Capital Builder Sales Ltd.
Cardinal Contracting Ltd.
Career Industries
Centre pour femmes Victoria Faulkner*
Certified General Accountants Association of
Yukon Territories
Champagne Aishihik Development Corp
Chief Isaac Ltd.
Cinderwood Kitchens
Cinecom Invesetments Ltd.
CJ Link Services
Coast Mountain Sports
Conseil national de recherches du Canada
Conseil des Premières nations du Yukon
Conventions North
Cordilleran Industrial Strategies Yukon Inc.
Danny Cheng Data-Mana Incorporated
David Ashley & Cheryl Rivest Goldsmiths
Davis & Company
Dawson Lights Wilderness Ventures
Dawson City Preserves
Dawson City Art Society
Dobson, Munley and Rick
Drury Elkland
Duncan's Ltd. Dynamic Systems
Earl's International
EBA Engineering Consultants
Energy North Inc.
Environmental Education Association
Far North Fiberglass
Finning Ltd.
Fireweed Plumbing, Heating and Sheet Metal Ltd.
Florian Maurer Architect Ltd.
Flying Squirrel Records
Ford Farms
Gallier Enterprises
Glacier Cool Water Co. Ltd.
GoldBottom Mine Tours & Gold Panning
Golden Hill Ventures Ltd.
Gonderosa Inc Graham & Associates
Grant Bossenberry
Great Northern Business School
H Coyne & Sons Ltd.
Halliday, Patricia Hamilton Photographic Arts Ltd.
Hanson & Associates
Hardy Hibbing
Harper Street Publishing
Hartmier, Richard
Haul-All Equipment
Heliharvest
High Country Inn
Hyperborean Productions
Icefield Tools
Icy Waters Ltd.
Industrie Canada (bureau local du Yukon)*
Internet Yukon Inc.
Inukshuk Planning & Development Ltd.
Jacobsen N A Engineering
Janet Bell
K-L Services
Kareway Homes
Kemormax Construction Ltd.
Ketz Construction Corp
Keyah Productions Inc.
L&G Mobile Home Sales
Lamerton & Associates

Lane Systems Group Ltd.
 Laurie Maio o/a Spawn records
 Leo Martel
 Letang Construction Ltd.
 Leverton & Associates
 Lewis Consulting
 Lorimer & Associates
 Madley's Smoked Salmon
 Main Street Mining
 Malloch, Graham & Associates*
 Mar Consulting Inc.
 Marketech Marketing Co.
 Mason-Wood, Simon
 Mattanda Resources Ltd.
 Metz Murray Group
 Midnight Sun Coffee Roast
 Midnight Sun Drilling Ltd.
 Midnight Sun Plant Food Inc.*
 Midnight Sun Gallery & Gifts
 Ministère de l'Immigration du Canada*
 Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien*
 Mopass Ventures Ltd.
 Mopep Industries
 Na Cho Nyak Dun Development Corp.
 Native Sons Construction Ltd.
 New Era Engineering Corp.
 Norouestel Inc.
 Northerm
 Northern Spirit Trading Company
 Northern Treasures
 Northern Cadworks
 Northern Metalic Sales
 Ogden Feledichuk
 Ordre des ingénieurs du Yukon
 Pelly Construction Ltd.
 Peters Drury Trio
 Pixlear Designs
 Polarcom (10301 Yukon Ltd.)
 Prospector Industries
 Raven Pottery
 Recording Arts Industry-Yukon Association (RAIYA)
 Réseau Environnement du Nord*
 RL Resource Mgmt
 Robert Toohey Locations Ltd.
 Shane Wilson Sculptures
 Sidrock Sinclair and Associates
 Skookum Asphalt Ltd.
 Société des comptables en management du
 Canada (Yukon)
 Society of Yukon Artists of Native Ancestry (SYANA)
 Sourdough Sodbusters

Southern Yukon Log Homes
 Summit Air Charters Ltd.
 Summit Customs Brokers
 T S L Contractors Ltd.
 Tagish Tel
 Tatshenshini Expediting
 The Institute of Chartered Accountants of the Yukon
 Tincup Wilderness Lodge
 Total Point Inc.
 Tourisme Industrie Association of the Yukon
 Trans North Helicopters
 TransNorthern Consulting
 Veale Kilpatrick Austring Fendrick & Fairman
 Ville de Whitehorse*
 Whispering Willows Records
 Whitehorse Motors Limited
 Whitehorse Chamber of Commerce
 Yukon Environmental & Administrative Services Yukon
 Whittle & Company
 Whyard, Flo
 Windwalker Press
 Winnig Solutions Inc.*
 Wolf Creek Books Inc.
 Women Business Network
 Yesterday Mechanical Ltd.
 Yukon Entrepreneurship Centre Society
 Yukon Spring
 Yukon Brewing (Chilkoot Brewing Co Ltd.)
 Yukon Alaska Log Homes
 Yukon-Canada Business Service Centre*
 Yukon Status of Women Council*
 Yukon Engineering Service
 Yukon Chamber of Commerce*
 Yukon River Timber*
 Yukon Chamber of Mines
 Fédération du travail du Yukon
 Collège du Yukon
 Ministère de l'Expansion économique du Yukon*
 Yukon Contractors Association
 Yukon Real Estate Association
 Yukon Medical Association
 Député du Yukon*
 Yukon Teachers' Association*
 Yukon Registered Nurses Association*
 Yukon Conservation Society*
 Société d'habitation du Yukon*
 Yukon Film Commission
 Yukon Status of Women Council*
 Yukon Gardens

VANCOUVER (COLOMBIE-BRITANNIQUE), 7 SEPTEMBRE 2000

Aerospace Industrie Association of BC*
Alliance des manufacturiers et des
exportateurs du Canada (Colombie-Britannique)*
Anglican Justice and Peace Units*
L'Église anglicane du Canada - Fonds du Primat et
Justice économique*
Apparel BC*
Architectural Institute of BC*
Arvay Finlay
Fondation Asie Pacifique du Canada*
Association of Professional Engineers &
Geoscientists of BC*
BC Library Association*
BC Nurses' Union*
BC Federation of Labour
BC Salmon Farmers Association
BC Environmental Network*
BC Old Age Pensioners Organization*
Fédération des enseignantes et des
enseignants de la Colombie-Britannique*
BC Voice of Women*
BC Government & Service Employees' Union
BC Chamber of Commerce*
L'Association des commissaires d'écoles de
Colombie-Britannique
BC Library Association
British Columbia Medical Association (BCMA)
British Columbia Industrial Designers' Association
British Columbia Technology Industries Association
British Columbia Construction Association
Burnaby Public Library/Canadian Library Association*
Business Council of British Columbia
Canada Asia Pacific Resource Network*
Association canadienne des industries de
l'environnement*
Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes*
Congrès du Travail du Canada
Réseau de centres d'éducation canadiens
Travailleurs et travailleuses canadien(ne)s de
l'automobile*
Association canadienne de technologie de pointe
(section Colombie-Britannique)
Le Conseil canadien pour les Amériques
(section Colombie-Britannique)
Association des banquiers canadiens
La Fédération canadienne de l'entreprise indépendante
Centre canadien de politiques alternatives*
Fédération canadienne des étudiantes et étudiants*
La Voix des femmes canadiennes pour la paix*
Capelan College - Institute Éducateurs Association*
Cador Ilse Research*
Certified Management Accountants Society of
British Columbia
Chamber of Shopping of BC*
Cheik Your Head*
Citizens' Council on Corporate Issues
Ville de New Westminster*
Ville de Vancouver*
Ville de Burnaby*
Ville de Richmond*
Coalition of British Columbia Businesses
CoDevelopment Canada
College-Institute Éducateurs' Association of
British Columbia*
Syndicat canadien des communications,
de l'énergie et du papier
Compass Coaching*
Confederation of Université Faculty Associations of BC*
Consulting Engineers of British Columbia
Association des consommateurs du Canada
(Colombie-Britannique)
Council of Marine Carriers
Conseil des industries forestières de
Colombie-Britannique
Conseil des Canadiens*
Council of Senior Citizens' Organization of
British Columbia*
Syndicat canadien de la fonction publique
(Bureau régional de la Colombie-Britannique)
Davis and Company
District de North Vancouver*
Ecumenical Committee for Economic Justice
End the Arms Race*
End Legislated Poverty*
Environmental Assessment Office*
Farm Folk/City Folk
Federation of Independent School Associations of BC*
Sommet des Premières nations
Forest Alliance of British Columbia
Fondation GLOBE du Canada
Greater Vancouver Alliance for Arts and Culture*
District régional de Vancouver*
Guide Outfitters Association of BC
Health Sciences Association - Solidarity Committee*
Health Science Association of BC
Hospital Employees Union*
Information, Science & Technology Agency*
Institut for Media, Policy and Civil Society
Intergovernmental Relations Secretariat*
Ladner Downs
Langara Students Union*
Conseil provincial des Métis de la

Colombie-Britannique*
Mining Association of British Columbia
Ministry of Transportation & Highways*
Ministry of Environment, Lands & Parks*
Ministry of Agriculture, Fish & Food*
Ministry of Municipal Affairs*
Ministry of Employment and Investment*
Ministry of Health*
Ministry of Labour*
Ministry of Advanced Education,
Training & Technology*
Comité canadien d'action sur le
statut de la femme (C.-B.)*
New Media BC
Office of Social Justice
Oxfam-Canada*
Powell River Public Library
Real Estate Council of BC
Registered Nurses Association of BC*
Retail Merchants' Association of BC
Service-Growth Consultants Inc.*
Simon Fraser University (Economics Department)*
Sierra Legal Defence Fund
Sierra Youth
Sierra Club of BC
Simon Fraser Université
(Political Science and Women's Studies)*
Société canadienne des auteurs, compositeurs et
éditeurs de musique
Société des graphistes du Canada
(section Colombie-Britannique)
SPEC (Society Promoting Environmental Conservation)
Sports Fishing Institute of British Columbia
Sutton Group Financial Services Ltd.
T. Buck Suzuki Environmental Foundation
Telecommunications Workers Union*

The Law Society of BC*
The Vancouver Community Network
The Laurier Institution*
The Savings and Credit Unions of British Columbia
Together Against Poverty Society*
Tourisme Vancouver
Tourisme C.-B.*
Ucluelet First Nation/First Nation Summit
Union of British Columbia Municipalities*
Union of BC Indian Chiefs
Unitarian Church of Vancouver*
Université of British Columbia (Centre for Health
Sciences and Policy Research)*
Vancouver District Labour Council*
Vancouver School of Theology
Association des professeurs du
Collège Communautaire de Vancouver
Vancouver Maple Leaf College
Vancouver Grassroots Alliance
Vancouver Status of Women*
Vancouver Cultural Alliance
Vancouver Board of Trade
W.I.S.E. Business Management
West Coast Environmental Law Association
Western Transportation Advisory Council
Western Canada Wilderness Committee
Les femmes chefs d'entreprises du Canada
(section Colombie-Britannique)
Ligue internationale de femmes pour la
paix et la liberté*
Working Group on Poverty*

YELLOWKNIFE (TERRITOIRES DU NORD-OUEST), 8 SEPTEMBRE 2000

Alan Vaughan and Associates
Alternatives North*
ARCTIC Energy Alliance
Association of Psychologists of the
Northwest Territories
Braden-Burry Expediting Ltd
Camillus Engineering Consultants Ltd.
Conseil canadien des géoscientifiques professionnels
CGA - Territoires du Nord-Ouest/Nunavut
Association des consommateurs du Canada
(Territoires du Nord-Ouest)
Delton' Cho Corporation
Barreau des Territoires du Nord-Ouest*
Nishi-Khon/SNC Lavalin Limited*
Northwest Territories Architectural Society
Northwest Territories Construction Association
Société d'habitation des Territoires du Nord-Ouest*
Association des enseignants et enseignantes des
Territoires du Nord-Ouest*

Northwest Territories Association of
Landscape Architects
Northwest Territories Association of Professional
Engineers, Geologists and Geophysicists*
Northwest Territories Association of Municipalities*
Northwest Territories Chamber of Mines
Fédération du Travail des Territoires du Nord-Ouest*
Association des médecins des
Territoires du Nord-Ouest
Association des infirmières autorisées des
Territoires du Nord-Ouest
Park Sanders Adam Vikse Architects Limited
Resources, Wildlife and Economic Development*
RT & Associates
Society of Management Accountants of the NWT
Le Conseil sur la condition de la femme des T.N.-O.
Institut des comptables agréés
(Territoires du Nord-Ouest)
Vista Engineering
Yellowknife Chamber of Commerce

ST. JOHN'S (TERRE-NEUVE), 18 SEPTEMBRE 2000

Alliance of Manufacturers & Exporters of Newfoundland*
Association of Professional Engineers and Geoscientists of Newfoundland*
Association of Registered Nurses of Newfoundland*
Association of Newfoundland Land Surveyors
Association of Cultural Industries of Newfoundland and Labrador
Commission d'immatriculation des embaumeurs et entrepreneurs de pompes funèbres
Association du Barreau canadien
Centre for Nursing Studies
Association des consommateurs du Canada (section Terre-Neuve)
Conseil des Canadiens
Department of Industrie, Trade and Technology*
Graduate Students' Union
Hearing Aid Dealers Board
Memorial Université of Newfoundland
Music Industrie Association of Newfoundland & Labrador
Newfoundland & Labrador Health Boards Association*
Newfoundland & Labrador Medical Association*
Newfoundland & Labrador Association of Social Workers*
Newfoundland Board of Examiners in Psychology*
Newfoundland & Labrador Teachers' Association*
Newfoundland & Labrador Association of Technology Industries
Newfoundland Alliance of Technical Industries
Newfoundland & Labrador Federation of Labour*
Newfoundland & Labrador Construction Association
Newfoundland & Labrador College of Physiotherapists*
Newfoundland Association of Public and Private Employee*
Newfoundland Association of Architects
Newfoundland & Labrador Association of Landscape Architects
Newfoundland & Labrador Home Builders' Association
Newfoundland & Labrador Road Builders/ Heavy Civil Association
Newfoundland & Labrador Organization of Women Entrepreneurs
Newfoundland Ocean Industries Association
Newfoundland Environmental Industrie Association (NEIA)
Newfoundland & Labrador Federation of Municipalities
Newfoundland Pharmaceutical Association
Newfoundland Chiropractors Licensing Board
Newfoundland Dental Board
Newfoundland Dietitian Association
Newfoundland & Labrador Occupational Therapy Board
Newfoundland Optometric Board
Producers Association of Newfoundland
Sociétés des comptables en management du Canada
St. John's Port Authority*
St. John's Board of Trade*
The Newfoundland and Labrador Publishers Association
The Association of Engineering Technicians and Technologists of Newfoundland Inc.
The Better Business Bureau of Newfoundland and Labrador
The Certified General Accountants Association of Newfoundland
The Law Society of Newfoundland

FREDERICTON (NOUVEAU-BRUNSWICK), 19 SEPTEMBRE 2000

Alliance des manufacturiers et des exportateurs du Canada (Nouveau-Brunswick)
Association des architectes du Nouveau-Brunswick
Association des forestiers agréés du Nouveau-Brunswick
Association of Université of New Brunswick Teachers
Association des ingénieurs et géoscientifiques du Nouveau-Brunswick (AIGNB)
Association francophone des municipalités du Nouveau-Brunswick
Atlantic Provinces Trucking Association
Baxter Foods Ltd
Première nation de Burnt Church
Fédération canadienne des clubs de femmes de carrières, libérales et commerciales
Canadian Research Institute for Social Policy
Association du Barreau canadien (section Nouveau-Brunswick)
Comptables en management accrédités (CMA) du Nouveau-Brunswick
Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier
Conseil économique du Nouveau-Brunswick*
Centre en technologie de construction atlantique (CTCA)
Association de la construction du Nouveau-Brunswick Inc.
Ingénieurs conseils du Nouveau-Brunswick
Association des consommateurs du Canada (Nouveau-Brunswick)
Services de gestion de contrats Inc.
Association des entrepreneurs électriciens du Nouveau-Brunswick
Association des enseignantes et des enseignants francophones du Nouveau-Brunswick*
Fredericton Junior Chamber
Fredericton Chamber of Commerce
Geoplan Consultants Inc.
Institut canadien de recherche sur le développement régional
Union internationale des journaliers
J.D. Irving Ltd.
Barreau du Nouveau-Brunswick*
LearnStream
Metal Working Association of NB
Moncton Northeast Construction Association
Université de Moncton
Moosehead Breweries Ltd.
Mount Allison Université
L'Association des empaqueteurs de poisson du Nouveau-Brunswick
Société des techniciens et des technologues agréés du génie du Nouveau-Brunswick
Neil and Gunter Ltd
Chambre de commerce du Nouveau-Brunswick
Syndicat des infirmières du Nouveau-Brunswick
Société d'Énergie du Nouveau-Brunswick*
L'Association minière du Nouveau-Brunswick
New Brunswick Filmmakers' Co-op
Association des ingénieurs du Nouveau-Brunswick*
New Brunswick Health Care Association
Alliance de la technologie de l'information du Nouveau-Brunswick
Institut féminin du Nouveau-Brunswick
Fédération d'agriculture du Nouveau-Brunswick*
New Brunswick Teachers' Association*
New Brunswick Nurses Association*
La Fédération des réseaux des femmes d'affaires du Nouveau-Brunswick
New Brunswick Environment Industry Association (NBEIA)
Fédération du travail du Nouveau-Brunswick*
Réseau environnemental du Nouveau-Brunswick
Price Murray Communications
Conseil de la recherche et de la productivité
Road Builders' Association of New Brunswick
Société d'aide au développement des collectivités de la péninsule acadienne Inc.
Télé-Éducation NB
Tendering Publications Ltd.
La Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (N.-B. et Î.-P.-É.)
Institut des comptables agréés du Nouveau-Brunswick
Association des comptables généraux licenciés du Nouveau-Brunswick
The Fredericton Home Builders Association
Association des technologues de laboratoire médical du Nouveau-Brunswick
Syndicat canadien de la fonction publique (bureau régional des Maritimes)
Association de l'industrie touristique du Nouveau-Brunswick
Union des municipalités du Nouveau-Brunswick
Métallurgistes unis d'Amérique
Université du Nouveau-Brunswick

CHARLOTTETOWN (ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD), 20 SEPTEMBRE 2000

Programme ALERT*

Alliance des manufacturiers et des exportateurs du Canada*
Architects Association of Prince Edward Island
Association of Registered Nurses of Prince Edward Island
Agence de promotion économique du Canada atlantique
Syndicat canadien de la fonction publique (Bureau régional de Charlottetown)*
Association du Barreau canadien (section Île-du-Prince-Édouard)
Certified General Accountants' Association of Prince Edward Island
CMA-Canada (Provinces maritimes)
Coles Associates*
Association des consommateurs du Canada (section Île-du-Prince-Édouard)
Conseil des Canadiens
Conseil des premiers ministres des Maritimes*
Développement et Paix*

Federation of Prince Edward Island Municipalities*
Greater Charlottetown Area Chamber of Commerce
Holland College
Information Technologies Association of Prince Edward Island
Medical Society of Prince Edward Island
Prince Edward Island Teachers' Federation*
Prince Edward Island Federation of Labour
PEI Association of Real Estate Appraisers
PEI Health Board Coalition*
PEI Professional Librarians' Association (PEI PLA)
Prince Edward Island Women's Institute
Study Abroad Canada
Eco-Net de Île-du-Prince-Édouard
The Environmental Coalition of PEI
Association of Professional Engineers of Prince Edward Island
Law Society of Prince Edward Island
University of Prince Edward Island (Department of Political Studies)*

MONTREAL (QUEBEC), 11 OCTOBRE 2000

Action Réseau-Consommateurs
Alliance de la vidéo et du cinéma indépendants
Association des producteurs de films et de télévision du Québec (APFTQ)
Association des ingénieurs-conseils du Québec
Association de marketing de Montréal
Association des conseillers en environnement du Québec
Association minière du Québec
Association provinciale des enseignantes et des enseignants du Québec
Association des maisons de commerce extérieur du Québec
Association de la construction du Québec
Association des producteurs en multimédia du Québec
Association nationale des éditeurs du livre
Association québécoise de l'industrie du disque, du spectacle et de la vidéo (ADISQ)
Association québécoise des éditeurs de magazines (AQEM)
Association des architectes paysagistes du Québec
Association québécoise des avocats et avocates en droit de l'immigration
Association des économistes québécois
Association de la recherche industrielle du Québec (ADRIQ)
Association des travailleurs et des travailleuses autonomes du Québec
Association médicale du Québec
Association des banquiers canadiens (bureau du Québec)
Association de l'industrie électrique du Québec
Association pour l'avancement des sciences et des techniques de la documentation (ASTED)
Association des consommateurs du Canada (Québec)
Association des analystes financiers de Montréal
Bethune Import-Export Ltd
L'Académie canadienne du génie*
Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ)
Centrale des syndicats du Québec (CSQ)
Centre international des droits de la personne et du développement démocratique
Chambre de commerce et d'industrie de Laval
Chambre de commerce du Québec
Chambre de commerce régionale de Sainte-Foy
Chambre de commerce du Montréal métropolitain
Chambre de commerce et d'industrie du Québec métropolitain
Coalition pour la diversité culturelle*
Coalition des associations de consommateurs du Québec (CACQ)
Collège des médecins du Québec
Confédération des syndicats nationaux (CSN)*
Conseil du Trésor*
Conseil québécois du commerce de détail
Conseil des Canadiens
Corsley Inc.
CSD Construction
Développement international Desjardins
Fédération autonome du collégial*
Fédération des cégeps
Fédération québécoise des professeurs d'université*
Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (section Québec)
Fédération des travailleurs et des travailleuses du Québec (FTQ)
Hydro-Québec*
Jeune Chambre de commerce de Montréal
Maison du Barreau*
Ministère de l'Éducation du Québec
Ministère des Finances du Québec*
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec*
Ministère de l'Environnement du Québec*
Ministère de l'Industrie et du Commerce du Québec*
Ministère de la Culture et des Communications du Québec*
Ministère du Conseil exécutif
Ministère de la Justice du Québec
Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration du Québec
Ministère des Ressources naturelles du Québec
Ministère des Relations internationales du Québec*
Ministère des Transports du Québec*
Ministère des Affaires municipales du Québec
Ministère du Travail du Québec
Office des professions*
Option consommateurs*
Ordre des comptables généraux licenciés du Québec*
Ordre des ingénieurs du Québec*
Ordre des comptables agréés du Québec
Ordre des architectes du Québec*
Ordre des infirmières et infirmiers du Québec*
Ordre des comptables en management accrédités du Québec*
Regroupement des artistes en arts visuels du Québec (RAAV)
Réseau des femmes d'affaires du Québec
RÉSEAU environnement
Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier (bureau de Montréal)*
Transport 2000 Québec

Union des municipalités du Québec (UMQ)
Université Laval
Université du Québec à Montréal
(Département de science politique)*
Université de Montréal (Département des sciences
économiques)*

*Les sessions susmentionnées de l'AGCS ont attiré plus
de 330 représentants et représentantes de 274
organismes. On avait invité au moins 1165 organismes
en tous genres.*

ANNEXE B

LE CANADA ET LES NÉGOCIATIONS RELATIVES À L'ACCORD GÉNÉRAL SUR LE COMMERCE DES SERVICES (AGCS)

Introduction

En 1999, le gouvernement fédéral a tenu des consultations avec des Canadiens et des Canadiennes de toutes les régions du pays pour recueillir leur avis sur les intérêts commerciaux en général, en prévision de la réunion ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Seattle. Ces entretiens se sont avérés très instructifs et ont grandement contribué à définir la démarche du Canada à l'égard du programme de négociations commerciales. Au début de l'an 2000, les négociations prescrites sur les services (et sur l'agriculture) ont été lancées au sein de l'OMC. Le gouvernement s'est engagé à poursuivre ce dialogue avec les Canadiens et les Canadiennes pour aider à définir la position du Canada en vue de ces négociations.

Le présent document vise à recueillir vos points de vue sur les objectifs et les priorités du Canada dans le cadre des négociations sur le commerce des services, exigées en vertu de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) de l'OMC.

L'AGCS et le Canada

L'AGCS, qui est entré en vigueur en 1995, est le premier cadre multilatéral de règles régissant cette composante majeure du commerce international. Il importe que le Canada continue d'établir des règles multilatérales sur le commerce des services afin de permettre à ses entreprises d'être concurrentielles sur le marché international, dans le contexte de la mondialisation des industries de services et compte tenu de la contribution croissante des exportations de services à l'économie canadienne.

Le fait d'être un membre actif de l'OMC et de l'AGCS procure au Canada plusieurs avantages :

- il améliore l'accès des exportateurs canadiens aux marchés étrangers; ce facteur est important en raison des éléments à forte valeur ajoutée que comportent de nombreuses exportations canadiennes de services;
- il contribue à intensifier la compétitivité sur le marché intérieur en offrant aux consommateurs canadiens une gamme élargie de services à des prix plus concurrentiels, ce qui est particulièrement important étant donné le rôle essentiel que jouent les industries de services dans l'accroissement de la productivité de toute l'économie;

- il offre un mode efficace de règlement des différends fondé sur la primauté du droit au lieu de reposer uniquement sur la taille et le pouvoir des économies plus importantes;
- il contribue à la gestion ordonnée des relations commerciales et, grâce aux négociations, il offre aux pays membres un moyen de libéraliser progressivement leurs marchés de services d'une manière profitable à tous;
- il assure le juste respect du droit souverain des gouvernements à poursuivre les objectifs de leur politique nationale.

Le commerce canadien des services

Le commerce des services compte aujourd'hui pour environ 20 % du commerce international. Le Canada est le 12^e exportateur de services au monde. En 1999, la valeur des exportations de services s'élevait à près de 50 milliards de dollars, soit 12 % des exportations totales du Canada, ce qui représente une progression de 7,1 % par rapport au chiffre de 45,9 milliards de dollars atteint en 1998. En même temps, les importations de services se sont chiffrées à 55,8 milliards de dollars, figurant pour 14,6 % des importations totales, soit un accroissement de 5,6 % par rapport aux 52,9 milliards de dollars de 1998. Ces chiffres témoignent d'une progression soutenue du commerce des services, qui a contribué de façon significative à la prospérité et à la croissance économique du Canada.

En 1998, les services représentaient les deux tiers du PIB total, et 10,6 millions de Canadiens et de Canadiennes occupaient des emplois dans le secteur des services, soit 74 % du nombre total d'emplois. L'augmentation du commerce des services devrait se poursuivre au cours des prochaines années.

En outre, le secteur des services joue un rôle de chef de file dans la transformation de l'économie canadienne en une économie du savoir. Des entreprises canadiennes d'envergure internationale y sont présentes dans de nombreux sous-secteurs, comme l'ingénierie, les services financiers, l'informatique, les télécommunications et le tourisme. Ces dernières années, tous ces sous-secteurs ont d'ailleurs affiché d'excellents résultats commerciaux. Les fournisseurs de services canadiens, qui sont en grande partie des PME, envisagent d'accroître leur présence à l'étranger. Le nombre croissant de fournisseurs de services étrangers oeuvrant au Canada contribue également au dynamisme du marché.

Les négociations relatives à l'AGCS : la voie du progrès

L'AGCS, dans sa forme actuelle, représente une première étape dans l'établissement d'un cadre de règles régissant le commerce des services. Bien qu'au terme du dernier cycle de négociations de nombreux pays de l'OMC se soient engagés à libéraliser les échanges dans une vaste gamme de secteurs du commerce des services, les

négociations en cours laissent toute latitude pour libéraliser davantage les échanges et établir de nouvelles règles.

Une plus grande libéralisation du commerce s'effectuera grâce à l'élargissement de l'accès au marché et au renforcement des engagements contractés par les membres de l'OMC à l'égard du traitement national, tant en ce qui a trait aux secteurs visés qu'à l'assouplissement des restrictions actuelles. Voici plusieurs exemples de barrières imposées à l'accès au marché : limitation du nombre de fournisseurs de services (sous forme d'octroi de licences, de monopoles, de droits d'approvisionnement exclusifs); limitation du nombre total de transactions, d'éléments d'actifs ou de transactions en rapport avec les services (généralement exprimée sous la forme d'un quota); mesures conçues pour restreindre l'entité juridique servant d'instrument d'exécution au fournisseur étranger (filiales, succursales, coentreprises); limitation de la participation ou de l'investissement d'un fournisseur de services étranger; et limitation des déplacements temporaires de personnes (p. ex. le personnel des entreprises visé par un transfert). Les limitations imposées à l'application du traitement national comprennent les cas dans lesquels les membres accordent aux services et aux fournisseurs de services étrangers un traitement moins favorable que celui qu'ils accordent à leurs propres services et fournisseurs de services.

En ce qui concerne l'établissement de règles, les négociations laissent le champ libre pour accroître la transparence et la prévisibilité du régime commercial régissant les services. Contrairement au commerce international des produits, les barrières imposées au commerce des services sont rarement des mesures tarifaires ou frontalières. Les problèmes portent souvent sur la nature et les caractéristiques de la réglementation nationale en matière de services. Bien que cette situation puisse avoir des conséquences sur la participation des fournisseurs étrangers de services, le cadre réglementaire d'un pays reflète souvent les objectifs de sa politique générale ainsi que les visées d'intérêt public. L'examen des dossiers devrait se poursuivre, notamment en ce qui a trait à l'établissement éventuel de règles de discipline relatives aux subventions et de mesures de sauvegarde d'urgence pour le commerce des services.

Objectifs du Canada pour les négociations

Dans l'ensemble, les objectifs du Canada concernant l'AGCS reposent sur deux principes déterminants :

- améliorer l'accès aux marchés et accroître les engagements en matière de traitement national contractés par les principaux partenaires commerciaux dans des secteurs qui intéressent particulièrement les industries de services canadiennes, tout en veillant à tenir compte des forces et des pressions qui s'exercent sur les secteurs du commerce national des services pour lesquels les perspectives de libéralisation risquent d'être plus limitées;

- améliorer le cadre réglementaire afin d'accroître la transparence et la prévisibilité, tout en s'assurant que la capacité de ce cadre de réglementation à tous les niveaux de gouvernement n'est pas limitée indûment et offre encore la souplesse nécessaire, quant aux politiques, pour lui permettre de respecter ses priorités et d'atteindre ses objectifs sur la scène nationale.

Le gouvernement canadien compte poursuivre ses efforts en vue d'atteindre les objectifs qu'il a clairement énoncés et fixés depuis longtemps afin de protéger le droit souverain du Canada de favoriser ses propres intérêts dans les secteurs clés comme la santé, l'éducation et la culture.

Sujets de discussion proposés

Les négociateurs du gouvernement fédéral désirent établir un dialogue permanent avec vous afin de recueillir votre avis sur les intérêts du Canada dans ces négociations. Nous aimerions particulièrement obtenir vos commentaires sur l'ACGS et vos réponses aux questions suivantes :

1. Les objectifs généraux du Canada : Êtes-vous d'accord avec les deux principes essentiels définis ci-dessus? Quels sont les autres facteurs dont il faut tenir compte?
2. L'équilibre entre les intérêts du Canada en matière d'importations et d'exportations : À votre avis, dans quels secteurs ou pour quels services le Canada devrait-il libéraliser le commerce extérieur et intérieur?
3. Les besoins des exportateurs canadiens de services : Qu'est-ce qui permettrait aux exportateurs canadiens de pénétrer plus facilement les marchés étrangers? Étant donné que les PME représentent plus de 95 % du nombre total de sociétés canadiennes, nous devons comprendre les difficultés particulières que ces entreprises éprouvent à exporter leurs services.
4. Les besoins des consommateurs et des producteurs canadiens : L'élargissement de la part du marché intérieur occupée par des fournisseurs étrangers permettra-t-il aux consommateurs et aux producteurs canadiens d'acquérir des services de meilleure qualité à des prix plus concurrentiels? Quelle est l'importance de ce facteur?
5. Les pays en développement et le système du commerce international : La participation accrue des pays en développement aux négociations sur les services et l'expansion de leurs industries de services sont-elles importantes pour le Canada?
6. Le besoin d'élargir les règles de l'AGCS : Quel est le meilleur moyen de maintenir un équilibre entre l'intégrité et la légitimité de notre réglementation nationale et (ou) d'éviter les obstacles superflus à la participation des fournisseurs de services étrangers? Y a-t-il d'autres éléments du cadre de réglementation du commerce international qu'il faudrait assouplir?

Consultations

Les négociations sur l'AGCS viennent de commencer. Des représentants des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux travaillent en collaboration pour recueillir le point de vue d'intervenants de toutes les régions canadiennes afin d'élaborer la position de négociation du Canada. Nous veillerons encore à ce que tous les Canadiens et les Canadiennes intéressés soient tenus au courant des progrès de la politique commerciale du Canada en matière de services et de l'évolution des négociations sur l'AGCS, et aient la possibilité de communiquer leurs commentaires et leurs avis.

Nous vous incitons à nous faire part de vos suggestions sur les meilleurs moyens de vous informer et d'obtenir vos commentaires pendant toute la durée des négociations. Nous vous sommes reconnaissants de votre participation à cette séance de consultations et nous vous remercions de contribuer à la défense des intérêts du Canada au cours de ce cycle de négociations.

Pour plus de renseignements sur la politique commerciale du Canada et les négociations commerciales internationales, ou pour nous faire part de vos commentaires et opinions, veuillez consulter le site Web du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (<http://www.dfait-maeci.gc.ca/tna-nac>) ou le site Web du gouvernement canadien pour les négociations sur l'AGCS (<http://services2000.ic.gc.ca>)